



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 13 JANVIER 2016

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des Composantes de la MONUSCO

Division de l'information publique :

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Maman Sambo Sidikou, est en visite dans l'Est de la RDC depuis ce matin.

Il est à Goma aujourd'hui, d'où il interviendra en vidéo conférence demain, lors des consultations organisées par le Conseil de Sécurité sur la situation en RDC.

Puis, il se rendra au Sud-Kivu, à Bukavu, pour des entretiens avec les responsables de la MONUSCO sur place et des entretiens avec les autorités provinciales, notamment sur l'afflux de réfugiés burundais dans cette région.

Nous partagerons avec vous les résultats de cette visite lors de notre rencontre hebdomadaire de la semaine prochaine.

Police MONUSCO :

Le Colonel Tabasky Diouf assure l'intérim du Chef de la Police de la MONUSCO, depuis le 7 janvier 2016. Cette nomination fait suite au départ de l'ancien Chef de la Composante, le Général Pascal CHAMPION qui vient de terminer sa mission en République Démocratique du Congo, après un séjour de 2 ans.

Suite aux tueries perpétrées par des hommes armés, dans la nuit du 06 au 07 Janvier 2015, sur le site de déplacés de Miriki avec un bilan de 18 personnes tuées à l'arme blanche, la Police Nationale Congolaise (PNC), en concertation avec la Police de la MONUSCO, a déployé un renfort de 45 agents de Police pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens dans cette zone.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni/Oicha ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation. Au total, 95 appels ont été reçus sur les numéros verts mis en place par la Police MONUSCO. 24 interventions ont été effectuées et ont permis 16 interpellations pour diverses infractions de droit commun.

Au cours de la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations. Ainsi, 526 patrouilles de sécurisation dont 191 conjointes avec la Police Nationale Congolaise ont été effectuées.

Activités de l'Equipe-pays

UNICEF : 7 ans après la promulgation de la Loi Portant Protection de l'Enfant en RDC, l'enregistrement des naissances reste un défi majeur de la protection de l'enfance

10 janvier 2009-10 janvier 2016 : Cela fait sept ans que la Loi Portant Protection de l'Enfant (LPPE) a été promulguée en République démocratique du Congo.

Cette loi a mis en place des mécanismes pour garantir à l'enfant congolais, le droit de bénéficier de différentes mesures à caractère administratif, social, judiciaire, éducatif, sanitaire et autres visant à le protéger de toutes formes d'abandon, de négligence, d'exploitation et d'atteinte physique, morale, psychique et sexuelle. La LPPE renforce la responsabilité de l'Etat mais en même temps des parents, de la famille et de l'ensemble de la communauté, notamment sur l'enregistrement des naissances à l'état civil.

Aujourd'hui, en RDC, seuls 25 % des enfants de moins de 5 ans sont enregistrés à l'état civil (et uniquement 14 % possèdent un acte de naissance (EDS 2013-14)). Ce taux a baissé de 3 % en comparaison avec la dernière enquête à grappe multiples (28 % : MICS, 2010). Plusieurs facteurs expliquent le faible taux national de l'enregistrement des naissances à l'état civil. Il s'agit notamment de l'éloignement des bureaux d'état civil ; du manque de coordination et de collaboration des secteurs principaux (Intérieur, Justice et Santé) et de la faible demande communautaire.

L'UNICEF appuie le gouvernement pour augmenter le taux de l'enregistrement des naissances, sur base de cinq axes d'intervention: l'amélioration du service de l'état civil ; le rapprochement de ce service avec la population ; le « rattrapage » (enregistrements de la naissance des enfants hors le délai légal) ; l'augmentation de la demande en matière d'enregistrement des naissances ; et le renforcement de l'engagement politique.

Pour l'année 2015, près de 800 000 enfants ont été enregistrés.

Le rapprochement du service d'enregistrement se fait entre autre par la procuration, en parallèle avec l'opérationnalisation de bureaux secondaires d'état civil. Cette initiative est une intervention à haut impact qui permet d'augmenter le nombre d'enfants enregistrés à la naissance. L'UNICEF vient de recevoir un financement du gouvernement du Canada visant la mise à échelle de cette initiative.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

FAO : Des Centres d'incubation de Microentreprises Agricoles Rurale (CIMAR) pour transformer les producteurs en potentiels entrepreneurs agricoles de la filière manioc

« Disposer d'un centre de formation dans l'accompagnement et la transformation sociale progressive des producteurs et transformateurs du manioc en potentiels entrepreneurs agricoles de la filière manioc », a été l'objet de la remise officielle des Centres d'incubation de Microentreprises Agricoles Rurales (CIMAR), le mercredi 6 janvier 2016, à Mbankana, dans l'hinterland de la Ville de Kinshasa.

Ces unités de transformation de manioc sont implantées dans le cadre du projet pilote, « Appui à la promotion de la chaîne de valeurs de la filière manioc en RDC » qui vise à améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des populations rurales par l'amélioration de l'accroissement des revenus, la réduction des importations de denrées alimentaires.

Le projet a implanté deux Centres d'Incubation de Microentreprises Agricoles Rurales (CIMAR). L'un, au sein du Centre d'Appui pour le Développement Intégral de Mbankana, CADIM en sigle, afin d'accompagner les Opérateurs de la filière manioc de la Ville Province de Kinshasa et de la Province du Kwango. L'autre, au Centre Régional d'Appui et de Formation pour le Développement, CRAFOD en sigle, à Kimpese pour l'accompagnement des Opérateurs de la Province du Kongo Central.

L'objectif principal d'installation des CIMAR est d'accompagner la transformation sociale progressive des Opérateurs de la filière manioc notamment les Producteurs, les Transformateurs, les Commerçants du manioc, etc. en potentiels entrepreneurs de la filière.

Au nom du Ministre de l'Agriculture, c'est le Secrétaire Général à l'agriculture, pêche et élevage, Monsieur Hubert Ali Ramazani, qui a remis officiellement au Centre d'incubation de Microentreprises Agricoles Rurale (CIMAR) de Mbankana, le Centre de transformation de manioc.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Lieutenant-colonel AMOUZOUN CODJO MARTIN, Porte-parole militaire)

A Kinshasa, et dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo, la situation sécuritaire a été jugée calme durant la semaine écoulée.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, l'environnement sécuritaire a de nouveau été marqué pendant la période sous examen, par des exactions perpétrées par des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), contre les populations civiles.

Dans la province de Haut-Uélé, le 6 janvier 2016, trois (03) incidents majeurs liés à l'activisme des rebelles de la LRA, ont été rapportés.

Le premier a été signalé dans la localité de Masombo, située à 65 kilomètres au Nord-ouest de Doruma, où quatre (04) éléments supposés appartenir à la LRA, ont tendu une embuscade, et kidnappé deux (02) individus.

Le second a eu lieu sur l'axe Dungu-Bangadi, où sept (07) présumés éléments de la LRA ont tendu une embuscade, et enlevé cinq (05) motocyclistes.

Le troisième incident a été rapporté à Gungu (20 kilomètres au Nord-ouest de Ngilima, dans le territoire de Dungu), où sept (07) rebelles de la LRA parlant Acholi, ont tendu une embuscade et pillé des biens de valeur appartenant aux motocyclistes et cyclistes en déplacement sur l'axe Ngilima-Bangadi.

Le 7 janvier 2016, trois (03) individus ont été kidnappés par des éléments supposés appartenir à la LRA, au cours d'embuscade tendue dans la région de Bafoga, située à 125 kilomètres au Nord-ouest de Dungu.

Le même jour, sept (07) présumés éléments de la LRA ont tendu une embuscade et kidnappé huit (08) individus dans la région de Bayote, située à 35 kilomètres au Nord de Ngilima.

Toutefois, les troupes de la Force de la MONUSCO déployées dans ces provinces, poursuivent avec détermination, et ce ; en coordination avec celles des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), leurs activités militaires visant à l'éradication définitive de la LRA.

En Ituri, les Forces onusienne et congolaise continuent de fournir des efforts significatifs, en vue de mettre un terme aux activités négatives perpétrées par les éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), contre des populations civiles vivant dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Le 3 janvier 2016, des éléments du FRPI ont attaqué les localités de Kapalayi (10 kilomètres à l'Ouest de Gety) et Muziro (5 kilomètres au Nord d'Aveba), molesté trois (03) individus et pillé du bétail.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 5 janvier 2016, des éléments armés non identifiés ont fait incursion dans la résidence du chef de collectivité de Bahema Sud, située dans la localité de Marabo (40 kilomètres au Sud-ouest de Bunia), et pillé des biens de valeur.

Le 6 janvier 2016, des éléments du FRPI ont lancé une attaque contre la localité de "Suprême", située à 22 kilomètres au Nord-ouest d'Aveba, et pillé certaines maisons.

Alertées, des troupes de l'armée congolaise ont été rapidement déployées sur les lieux, afin de contrer l'attaque des assaillants.

Un (01) "sergent" du FRPI blessé au cours des combats, a été capturé par les soldats loyalistes.

Des Casques bleus basés au poste opérationnel de la Force de la MONUSCO d'Aveba ont été promptement projetés dans la région concernée, afin d'y interdire toute nouvelle menace sécuritaire par des insurgés du FRPI, de mener des patrouilles intensives de domination de terrain, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Les soldats de la paix ont également facilité l'évacuation du milicien blessé vers l'hôpital d'Aveba, où des soins appropriés lui ont été administrés.

Le 9 janvier 2016, des éléments supposés appartenir au FRPI ont fait incursion dans la localité de Kaguma (48 kilomètres au Sud de Kasenyi), et pillé des biens appartenant à dix (10) femmes retournant du marché de Nyanavi, situé à 14 kilomètres au Sud de Kasenyi.

Le 10 janvier 2016, des éléments supposés appartenir au FRPI, ont investi la localité de Mabiti, située à 18 kilomètres à l'Est de Komanda, pillé le centre de santé et des biens appartenant aux populations locales.

Dans le territoire de Mambasa, le 7 janvier 2016, trois (03) femmes en déplacement dans la chefferie de Babila Babombi (75 kilomètres à l'Ouest de Biakato), ont été attaquées par six (06) présumés éléments du groupe Mayi-Mayi Simba.

La Force de la MONUSCO et la Police onusienne, en coordination avec les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, surveille étroitement l'activisme des miliciens appartenant aux différentes factions du groupe Mayi-Mayi dans cette partie de la Province de l'Ituri, dans le but d'y mettre un terme.

Au chapitre des redditions dans cette province, le 6 janvier 2016, suite à une campagne intensive de sensibilisation à la reddition volontaire, menée dans la région par les troupes de la Force de la MONUSCO, un (01) élément du Front des Nationalistes et Intégrationnistes (FNI) en possession d'arme et des munitions, s'est rendu au poste opérationnel de la Force de la MONUSCO basé à Bogoro.

Au Nord-Kivu, le climat sécuritaire a été caractérisé dans les territoires de Beni, Rutshuru et Lubero, par des activités négatives perpétrées par des éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) et ceux des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), contre les populations civiles, l'armée congolaise et la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de Beni, des attaques liées à l'activisme des éléments de l'ADF, lancées contre les populations civiles, l'armée congolaise et la MONUSCO, ont été rapportées pendant la période sous examen.

Le 2 janvier 2016, des éléments de l'ADF ont kidnappé quinze (15) agriculteurs à Nyaleke et Kididiwe, et se sont retirés en direction de Ngadi.

Des troupes d'intervention rapide de l'armée congolaise ont poursuivi les assaillants et retrouvé le 3 janvier 2016, cinq (05) individus tués à la machette, dans les régions situées autour de Nyaleke et Kididiwe.

Le 3 janvier 2016, un (01) élément de l'ADF actif dans la localité de Matembo, située dans la région de Beni, à approximativement 2 kilomètres de Mavivi, a été interpellé par des éléments d'intervention rapide des FARDC et de la Police Nationale Congolaise (PNC).

Les 3 et 5 janvier 2016, des éléments de l'ADF ont tendu des embuscades aux troupes des FARDC déployées entre Makembi et Jéricho, ainsi que dans la région de PK 40, située sur l'axe Mbau-Kamango.

Les soldats congolais ont vigoureusement riposté et repoussé les assaillants.

Le 6 janvier 2016, des présumés éléments de l'ADF ont kidnappé quatre (04) agriculteurs dans la périphérie de la localité de Kalau, située à approximativement 10 kilomètres au Sud-est de Beni-centre.

Le même jour, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont fait incursion dans la localité de Kyondo (18 kilomètres au Sud-est de Beni-centre), et recruté par force quatre (04) garçons.

Le 7 janvier 2016, un groupe d'éléments supposés appartenir à l'ADF, a fait incursion dans les régions situées dans la périphérie de la localité de Supa-Kalau, à approximativement 12 kilomètres au Sud-est de Beni-centre, pillé des denrées alimentaires et d'autres biens de valeur.

Cet incident a provoqué le déplacement des populations civiles vers certains quartiers de la ville de Beni.

A la même date, vingt-deux (22) présumés éléments de l'ADF ont fait incursion dans la localité de Mboso, située à 14 kilomètres à l'Est de Beni-centre, et pillé du bétail.

Le 10 janvier 2016, des troupes des FARDC ont engagé des éléments de l'ADF dans la région située à 4 kilomètres au Nord de PK 40, sur l'axe Mbau-Kamango, tué deux (02) d'entre eux et récupéré une (01) mitrailleuse ainsi que deux (02) armes AK-47.

Le 11 janvier 2016 aux environs de 11 heures 30, des éléments de l'ADF ont tiré sur un hélicoptère de la MONUSCO dans la région située au-dessus de la localité d'Eringeti, à approximativement 5 kilomètres au Sud-est d'Eringeti-centre.

Plusieurs impacts de balles d'armes légères ont été retrouvés sur l'aéronef de la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La MONUSCO condamne avec fermeté cette attaque menée par des éléments appartenant à cette force négative, ayant mis en danger l'intégrité physique des Casques bleus, qui étaient en mission pour l'accomplissement de leur mandat de protection des populations civiles.

La MONUSCO va poursuivre avec bravoure cette mission, et apportera tout son soutien aux troupes gouvernementales dans la traque de toutes les forces négatives.

La situation sécuritaire dans cette province a également été marquée par de nombreuses exactions perpétrées par des éléments des FDLR, contre les populations civiles implantées dans plusieurs territoires, notamment Rutshuru et Lubero.

Dans le territoire de Rutshuru, le 4 janvier 2016, des éléments des FDLR ont battu sévèrement le chef de la localité de Kyaghala, située dans le groupement de Mutanda, dans la chefferie de Bwito, à 114 kilomètres à l'Ouest de Rutshuru-centre, incendié sa maison et celle de son voisin, et provoqué ainsi d'importants dégâts matériels.

Le même jour, deux (02) hommes ont été kidnappés par des éléments des FDLR dans la localité de Nyaruhange, située à 61 kilomètres au Nord-est de Rutshuru-centre.

Du 7 au 8 janvier 2016, des éléments des FDLR ont tendu une embuscade à un bus en déplacement sur l'axe Kikuku-Nyanzale, et blessé six (06) civils.

Ils ont également enlevé deux (02) individus à Buganza (6 kilomètres au Nord-est de Nyamilima) et pillé des biens de valeur à Kinyandoni (74 kilomètres au Nord de Goma).

Dans le territoire de Lubero, le 7 janvier 2016, des éléments supposés appartenir aux FDLR ont attaqué la localité de Miriki, située à 10 kilomètres au Nord-est de Buleusa, tué 18 individus et blessé à la machette, six (06) autres.

Cet incident a provoqué le déplacement d'environ 80 % des populations locales de Miriki, vers les localités de Luofu, Kanyabayonga, Kirumba et Kayna.

La Force de la MONUSCO a déployé des troupes additionnelles dans la région, dans le but de renforcer ses positions, sécuriser la zone et protéger les populations civiles.

Le 8 janvier 2016, suite à ces attaques ciblées, menées par des éléments des FDLR contre les populations civiles de Miriki, les autorités provinciales et celles de la MONUSCO ont conduit une mission conjointe à Miriki, ayant pour but de calmer la tension dans la région et de montrer l'engagement de ces différentes autorités à trouver des réponses durables à cette situation d'insécurité récurrente dans la zone.

Le 11 janvier 2016, dans le cadre de la lutte contre l'activisme des groupes armés, de la protection des populations civiles et des déplacés dans le territoire de Lubero, les troupes des FARDC ont lancé des offensives importantes et capturé deux Etats-majors du groupe Mayi-Mayi du Front Populaire Congolais (FPC), basés dans le village Busekera, situé à 27 kilomètres au Nord-ouest de Luofu, et à Mbavinywa.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

En coordination avec les FARDC, des troupes de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO basées dans la région, ont été placées en alerte maximale autour des villages capturés, dans le but de les sécuriser par rapport à toute contre-offensive des éléments armés défaits.

Au chapitre des redditions dans la province, du 6 janvier 2015 à ce jour, sept (07) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne.

Il s'agit de : **deux (02) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), quatre (04) du groupe Mayi-Mayi faction "Nyatura" et un (01) du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki.**

Au Sud-Kivu, la situation sécuritaire jugée sous contrôle, a été marquée par des offensives militaires initiées par l'armée congolaise contre le groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki, faction "Lofombo".

Dans le territoire de Shabunda, dans la nuit du 31 décembre 2015 au 1^{er} janvier 2016, des troupes des FARDC basées dans la localité de Kibe, située à 95 kilomètres au Sud-est de Mwenga-centre, ont attaqué des positions du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki faction "Lofombo", situées à Mulombozi (125 kilomètres à l'Est de Mwenga-centre, dans le territoire de Shabunda), capturé le chef rebelle Lofombo et tué son garde de corps.

Dans le territoire de Mwenga, le 4 janvier 2016, des troupes des FARDC ont lancé des offensives contre les positions du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki faction "Lofombo", basées à Kizabula (172 kilomètres au Sud-ouest de Bukavu), tué un (01) insurgé et récupéré une (01) arme AK-47.

Dans le territoire de Kalehe, quatre (04) éléments Rahiya Mutomboki ont été tués et deux (02) armes récupérées au cours d'opérations lancées le 4 janvier 2016 par les FARDC contre les positions du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki affilié à Nyatura, situées à Lumbishi et Hombo.

Un (01) autre élément du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki a été capturé par des troupes du bataillon spécial des FARDC le même jour, au cours d'accrochages à Ziralo, situé à 150 kilomètres au Nord de Bukavu, dans la chefferie de Buhavu.

Au Katanga, la situation sécuritaire est globalement calme.

Elle a été caractérisée le 1^{er} janvier 2016 dans le territoire de Nyunzu, par l'arrestation par la PNC, de six (06) ressortissants bantous à Mundusi (40 kilomètres au Nord de Nyunzu), ayant planifié des attaques contre des populations pygmées locales.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1266** patrouilles armées, dont **406** nocturnes, et fourni **79** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04